



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

LES FICHES THÉMA DU RÉSEAU

Février 2017

LE CONFLIT SYRIEN : « LE DESSOUS DES CARTES »

CONTEXTE

Fin 2010 – début 2011, l'espace *Maghreb-Machrek* est en proie à la dynamique révolutionnaire des « *Printemps arabes* ». Cette dernière n'épargne ni la Tunisie, ni l'Égypte, la Libye, le Bahreïn ou le Yémen. En mars 2011, la Syrie est elle-aussi secouée par un mouvement contestataire opposé au régime de *Bachar Al-Assad*.

Ce régime politique décrié – apparenté à une « dynastie héréditaire », autoritaire et sécuritaire – est organisé autour d'un clan familial et militaire, gangrené par la corruption. Instauré depuis 1970 et de confession alaouite, il ne représente par ailleurs que 10% de la population syrienne – laquelle est à large majorité sunnite (72%). La pauvreté, le chômage des jeunes et l'échec patenté d'une politique de libéralisation longtemps vantée mais ne s'étant jamais traduite par une véritable répartition des dividendes économiques, si ce n'est au profit d'une bourgeoisie urbaine favorable au régime, sont autant d'éléments alimentant l'exaspération populaire.

De mouvement révolutionnaire, la contestation syrienne prendra l'ampleur d'un véritable conflit civil qui ne cessera, au fil des années, de se complexifier et de s'internationaliser – notamment par l'implication progressive de groupes djihadistes et de puissances étrangères.

LES FORCES NATIONALES EN PRÉSENCE

1) *Les forces politiques*¹

a. *Le régime de Damas*

Se présentant comme un dirigeant moderne, « occidentalisé », protecteur des minorités et « laïc », *Bachar Al Assad* a instrumentalisé le radicalisme islamique en s'y opposant comme rempart naturel. Jouant de ce rôle, se sentant adoubé par une communauté internationale n'ayant d'autres possibilités que de s'en accommoder, *Bachar Al-Assad*, en prétendant à une certaine idée du pluralisme confessionnel, se

¹ Lire à ce sujet le dossier rédigé par HAUSSER Isabelle, KODMANI Hala, LEVALLOIS Agnès, SLICK Marie-Claude et TANNOUS Manon-Nour, *Le conflit syrien pour les nuls*, Décembre 2016, 65 pages, http://www.leconflitsyrienpourlesnuls.org/wp-content/uploads/pdf/Le_conflit_syrien_pour_les_nuls_FR.pdf

considéra également exonéré de toute obligation d'ouvrir son régime au pluralisme politique.

La guerre civile actuelle montre à quel point son pouvoir s'est effrité. De garant d'une certaine stabilité régionale, *Bachar Al-Assad* est devenu bien trop encombrant pour les régimes occidentaux. Portant la responsabilité des nombreuses exactions commises par son armée – qu'il s'agisse d'une destruction à grande échelle de son pays, de la violence subie par la population, de la mort de centaines de milliers de civils et du déplacement de millions d'entre eux, de la pratique de la torture ou des disparitions forcées – le président syrien s'est progressivement coupé de ses alliances stratégiques occidentales. En outre, l'utilisation massive d'armes chimiques à l'été 2013 sur des cibles civiles devait « théoriquement » constituer la ligne rouge infranchissable aux yeux des diplomaties occidentales (voir ci-dessous « *dimension régionale et internationalisation du conflit* »).

Instrumentalisant les craintes communautaires et pouvant encore bénéficier du soutien d'alliés historiques tels que la Russie et l'Iran, *Bachar Al-Assad* veut, coûte que coûte, garder son pouvoir et ses privilèges – à défaut de légitimité.

b. *L'opposition*

Pendant près de quatre décennies, le régime alaouite syrien a mis en place un système sécuritaire empêchant l'émergence d'une quelconque opposition démocratique. Au final, marquée par une hétérogénéité de courants et de mouvements, l'opposition – bien qu'éclatée géographiquement et/ou idéologiquement – est mue par un seul et unique objectif : la chute du régime *Assad* comme étape essentielle vers toute transition politique nationale.

De cette opposition émergente, distinguons plusieurs composantes :

- La *Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne*. Constituée en 2012 et représentative de toutes les communautés, régions et courants politiques syriens, elle bénéficie d'une large légitimité aux yeux des diplomaties occidentales, arabes et internationale (ONU). De cette coalition est issu un *Gouvernement provisoire* (basé en Turquie) qui régit certains territoires hors contrôle du régime alaouite ;
- Le *Comité de coordination nationale* regroupe des intellectuels (dont certains sont emprisonnés dans les geôles du régime *Assad*) ;
- Une multitude de petits partis ou mouvements minoritaires constitués par des intellectuels, des personnalités influentes ou des notables ;
- Le « *Haut Comité pour les Négociations* » (créé en décembre 2015) rassemble des délégués – représentant les divers courants d'opposition et les forces armées présentes dans les zones de conflit – prêts à s'inscrire dans un processus de négociation avec les représentants du régime, sur base de la *Déclaration de Genève 1*² sous l'égide des Nations Unies ;
- La *société civile*, qu'elle se manifeste sous forme d'organisations structurées comme les *Casques blancs* (organisation de défense civile), les *Conseils locaux*

² <http://www.un.org/News/dh/infocus/Syria/FinalCommuniqueActionGroupforSyria.pdf> - Le principal élément de cet accord est le principe de transition politique. Toutefois, contrairement aux revendications antérieures, le départ du président syrien n'est plus considéré comme un préalable à tout processus de négociation, même s'il est entendu qu'il devra effectivement intervenir en début de processus de transition.

(gestion de la vie quotidienne dans les quartiers et villages des zones contrôlées par l'opposition), les *intellectuels* ainsi que la *diaspora*.

2) Les forces armées³

- a. Le régime peut compter sur une *armée en partie loyale* qui, comptant près de 300.000 hommes en 2011, a vu ses effectifs baisser de moitié (pertes au combat et défections). Contrôlant approximativement 34% du territoire en 2016, elle est essentiellement cantonnée aux zones urbaines (représentant 65,5% de la population). Viennent compléter ce contingent militaire les *milices pro-régime* (150.000 à 200.000 hommes), notamment composées des *Forces de défense nationale* (90.000 hommes) ainsi que de combattants provenant du Liban (*Hezbollah*), d'Iran, d'Irak ou d'Afghanistan ;
- b. Les forces militaires opposantes au régime se sont tout d'abord regroupées au sein de l'*Armée syrienne libre (ASL)* – composée essentiellement de déserteurs et de civils syriens ayant pris les armes – avant de faire place à de nombreuses factions souvent d'inspiration islamiste. Parmi ces mouvances armées, le groupe rebelle *Ahrar al-Cham* (financé par des pays du Golfe persique et la Turquie) – d'inspiration salafiste – est essentiellement présent dans le Nord de la Syrie. Le groupe *Jaich al-Islam* (« *Armée de l'Islam* ») est le groupe le plus important dans la région de Damas. Enfin, le *Front du Sud* regroupe des composantes non-islamistes implantées dans la province de Deraa (Sud). Notons également qu'en fonction des opportunités, ces groupes rebelles se sont alliés aux djihadistes de *Fateh al-Cham* (anciennement allégeant à *Al-Qaïda*) ;
- c. Deux principales mouvances djihadistes mènent le combat en territoire syrien. D'une part, le groupe *Fateh al-Cham* (ou « *Armée de la conquête* » et anciennement appelé *Front al-Nosra*) est essentiellement composé de rebelles syriens. Considéré comme terroriste par Washington, ce groupe mené par *Abou Mohammad al-Joani* n'en demeure pas moins financé par certains pays du Golfe et aspire à un émirat islamique. D'autre part, l'*Etat islamique* – lequel tend à l'émergence d'un « califat » – s'est étendu sur un large pan du territoire syrien depuis son intervention dans le conflit en 2013. Fortement organisé et jouissant de moyens financiers importants, l'organisation criminelle dirigée par *Abou Bakr al-Baghdadi* contrôlait, en janvier 2017, 33% du territoire syrien (soit 9,5% de la population). Connu pour son organisation, mais surtout pour les atrocités commises, l'*Etat islamique* a réussi à attirer en ses rangs de nombreux djihadistes étrangers (occidentaux compris) ;
- d. Tentant de profiter du délitement géographique de l'Etat syrien, les troupes kurdes souhaitent instaurer un territoire autonome à cheval sur la Syrie, l'Irak et la Turquie. Par les actions entreprises par sa principale milice armée *YPG* (« *Unités de protection du peuple* »), les Kurdes ont actuellement établi une administration locale le long de la frontière syro-turque. Soutenus par la coalition internationale (voir ci-dessous « *dimension régionale et internationalisation du conflit* »), ils occupent ainsi près des 20% du territoire et administrent 12,5% de la population syrienne.

³ Lire à ce sujet *Les acteurs du conflit syrien*, La Libre Belgique, 24 janvier 2017, <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/les-acteurs-du-conflit-syrien-5887a510cd70ff671dcd6fbd>

Si la Syrie constitue un terrain d'engagement unique, elle n'en est pas moins le théâtre de multiples conflits :

- Les forces du régime de Damas et les forces rebelles se battent pour le contrôle de la région frontalière au Liban ;
- Les rebelles et l'*Etat islamique* sont en conflit pour le leadership insurrectionnel ;
- Les forces de Damas combattent l'*Etat islamique* dans le but de regagner la confiance des Occidentaux ;
- L'*Etat islamique* combat les forces kurdes dans les zones frontalières syro-turques d'une importance stratégique dans le trafic d'armes et de pétrole ;
- L'*Etat islamique* combat les forces de *Fateh al-Cham* pour des enjeux pétrolifères ;
- Les forces du *Hezbollah* s'opposent à la coalition de circonstance *Etat islamique-Fateh al-Cham* afin de se protéger d'une infiltration islamiste au Liban ;
- Les forces de *Fateh al-Cham* sont en conflit contre les rebelles soutenus par la coalition internationale ;
- Etc.⁴

DIMENSION RÉGIONALE ET INTERNATIONALISATION DU CONFLIT

Le conflit syrien a inévitablement des répercussions plus larges dans une région géopolitiquement sensible. Divers acteurs régionaux se sont rapidement positionnés en prenant fait et cause pour l'une ou l'autre des parties engagées sur le terrain syrien.

- L'Iran s'est aussitôt présenté comme un soutien indéfectible – qu'il soit politique, financier, diplomatique ou militaire – au régime alaouite de *Bachar Al-Assad*. Il s'agit avant tout d'une *realpolitik* d'ordre confessionnelle visant à éviter l'émergence d'un pouvoir sunnite en Syrie et, *de facto*, visant à imposer dans la région un axe ralliant Ryad à Ankara, en passant par Le Caire et Damas. En ce sens, l'Iran souhaite renforcer sa prééminence régionale retrouvée (notamment suite à l'accord sur le nucléaire avec les Etats-Unis) en garantissant une continuité stratégique « chiite » entre Téhéran, Bagdad, Damas et le *Hezbollah* libanais.
- Conséquemment, les pétromonarchies du Golfe persique d'obédience sunnite – Arabie saoudite et Qatar en tête – se sont rapidement investies dans le conflit syrien afin de renverser le régime alaouite en place et limiter ainsi l'influence iranienne grandissante. Toutefois, Arabie saoudite et Qatar participent à la division des forces d'opposition en ne soutenant pas les mêmes acteurs.
- Conditionnée par des relations diplomatiques historiquement difficiles avec Damas, la Turquie a pris dans un premier temps fait et cause pour l'opposition syrienne. Toutefois, « *longtemps accusée de complaisance pour les groupes rebelles syriens les plus radicaux, la Turquie a rejoint d'abord la coalition internationale anti-djihadistes avant de se rapprocher de la Russie.* »⁵ Sa longue frontière partagée avec la Syrie constitue également pour Ankara une source d'inquiétude : D'une part, parce que la question des flux de réfugiés influe directement sur ses

⁴ Lire à ce sujet *La guerre en Syrie cache huit conflits distincts*, Le Vif, 16 mars 2015, <http://www.levif.be/actualite/international/la-guerre-en-syrie-cache-huit-conflits-distincts/article-normal-371753.html>

⁵ Idem

relations avec l'Union européenne et, d'autre part, parce que cette zone frontalière est une zone d'influence grandissante des mouvements autonomistes kurdes⁶.

- Enfin, même s'il n'influe pas sur le conflit, Israël s'inquiète également de son évolution, plus particulièrement en ce qui concerne le sort que l'arsenal chimique syrien pourrait connaître – à savoir tomber aux mains de rebelles radicaux ou de membres du *Hezbollah* libanais. Toutefois, la classe politique israélienne n'est pas unanime quant à la position à adopter : soit souhaiter le maintien du régime *Assad* – lequel contrôle efficacement la frontière commune depuis quatre décennies, soit miser sur le chaos qu'entraînerait inévitablement l'arrivée au pouvoir de mouvances djihadistes sunnites.

L'implication de protagonistes régionaux s'accompagne de celle de protagonistes internationaux. Néanmoins, cette internationalisation du conflit n'a jusqu'à présent pas permis de trouver une « sortie de crise ».

- La présence russe au côté de *Bachar Al-Assad* vise avant tout à le maintenir en tant que dernier allié régional. Les bombardements menés à l'encontre des groupes armés de l'opposition modérée relèvent indéniablement de cette volonté. Pragmatiquement, le *Kremlin* investit également le champ syrien pour une raison de politique interne : celle de la « contagion terroriste ». En effet, Moscou souhaite endiguer l'éventuelle propagation d'un radicalisme islamiste dans ses républiques d'Asie centrale (comme, par exemple, en Tchétchénie). Enfin, au-delà du soutien inconditionnel apporté à Damas, il convient surtout d'appréhender la manœuvre russe sous un autre angle, celui de « [...] *la renaissance du format bipolaire russo-américain. Depuis Moscou, ce format de relations avec Washington est l'élément clef définissant le statut de puissance globale. C'est aussi ce qui devrait permettre de former un instrument de régulation prévisible et préventif menant à la stabilisation d'un système sortant du monde unipolaire vers un nouvel ordre mondial. La coopération russo-américaine en Syrie peut et doit devenir un modèle pour la résolution des conflits régionaux et la lutte contre le terrorisme.* »⁷
- L'intervention américaine (au sein d'une coalition internationale⁸) souffre – quant à elle – de sérieuses incohérences. En effet, comment comprendre le soutien initial apporté aux groupes libéraux opposés au régime sans que celui-ci s'accompagne pour autant des moyens militaires adéquats ? En outre, alors que les Etats-Unis avaient fixé comme limite à leur non-intervention militaire le recours aux armes chimiques, aucune réaction coercitive de leur part ni de la communauté internationale ne suivit dans les faits l'usage par les forces gouvernementales syriennes desdites armes à l'encontre de leur propre population. De plus, alors que le départ de *Bachar Al-Assad* s'imposait comme condition préalable à toute résolution du conflit, une inflexion du discours veut que « [...] *l'ennemi numéro 1 [soit] les forces djihadistes de Daesh. Une*

⁶ Ce revirement diplomatique peut sembler incohérent. Il répond toutefois à un objectif électoral visant à consolider la position dominante d'Erdogan sur la scène politique interne mais également internationale. Cet objectif se construit sur plusieurs axes : (a) La Turquie lutte officiellement contre les terroristes – en ce compris l'*Etat islamique* (envers lequel le régime d'Ankara faisait jusqu'il y a peu preuve d'une certaine « latitude » et les Kurdes, (b) la Russie est un allié économique important qui impose à Ankara de mettre entre parenthèse son opposition historique au régime de Damas, (c) le ralentissement constant des procédures de négociation pour l'adhésion – du moins l'obtention d'un statut privilégié – de la Turquie à l'Union européenne pousse également le régime turque à se rapprocher du *Kremlin* (quitte à se mettre à mal au sein de l'OTAN dont elle est membre).

⁷ Entretien avec FROLOV Vladimir (Russian Academy of Sciences) in GRYNSZPAN Emmanuel, *En Syrie, les Russes ont retrouvé leur statut de puissance globale*, Le Temps, 16 mars 2016.

⁸ Outre des Etats-Unis, cette coalition internationale est composée de l'Australie, du Bahreïn, de la Belgique, du Canada, de la France, de la Jordanie, des Pays-Bas, de l'Arabie saoudite, de la Turquie, des Emirats Arabes Unis et du Royaume-Uni.

hiérarchisation [...] qui procède d'un raisonnement se voulant pragmatique : la menace terroriste qui pèse sur le monde occidental et la crise des réfugiés à laquelle l'Europe est confrontée ont pour principaux responsables les groupes djihadistes. »⁹

QUEL AVENIR ?

Le conflit syrien apparaît encore bel et bien dans l'impasse. Si la mécanique diplomatique se remet peu à peu en place, il semble toutefois difficile de réunir l'ensemble des protagonistes autour d'un projet commun de sortie de crise¹⁰.

De même, la complexité de cette crise entraîne des amalgames dont certains belligérants profitent pour cultiver l'idée d'un conflit de civilisations. Ainsi, « *les musulmans restés fidèles au concept de « religion du juste milieu » sont marginalisés. Aujourd'hui, les médias et les chercheurs [...] se consacrent à l'étude des réseaux islamistes. C'est un islam abstrait, une méga-identité qui ne veut rien dire mais sert à stimuler cette idéologie du conflit de civilisations. »¹¹*

La dimension confessionnelle n'est bien évidemment exemptée de la problématique. *L'Etat islamique* joue sur celle-ci en se présentant « *[comme] catalyseur à une vieille aspiration déçue et [qui] explique le ralliement d'une grande partie des populations sunnites d'Irak et de Syrie à l'idée d'un Etat frontalier qui laverait l'humiliation coloniale, abolirait l'hérésie des Etats-Nations (une idolâtrie selon les islamistes) et redonnerait la dignité aux sunnites [...]* »¹².

Saper le soutien populaire dont peut bénéficier *Daesh* est au cœur de toute résolution du conflit syrien. Ceci se fera surtout par la réintégration des sunnites dans les systèmes politiques syriens et irakiens. Il s'agira aussi de prendre en compte les identités nouvelles nées de cette guerre civile, « *[c'est-à-dire] celles en gestation dans le mouvement de contestation et portées par toute une génération de jeunes syriens dont le destin restera marqué par leurs combats dans l'opposition [– au même titre par ailleurs que] l'établissement d'un nouvel ordre social et politique. »¹³*

Benjamin Van Cutsem, Politologue.

⁹ NABLI Bégh, *L'internationalisation du conflit syrien*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 21 décembre 2015, <http://www.iris-france.org/63343-linternationalisation-du-conflit-syrien/>

¹⁰ Pour autant, des négociations entre le régime syrien et l'opposition (politique et groupes armés à l'exception des mouvances islamistes radicales – cf. *Etat islamique*) se sont tenues fin janvier 2017 – sous l'égide de la Russie, de l'Iran et de la Turquie (lesquels ont l'intention de renforcer leur influence régionale en misant à la fois sur un possible désengagement des Etats-Unis dans la région mais également sur l'impuissance des Nations Unies à régler ce conflit) – à Astana. Ces négociations suivent celles de fin décembre 2016 qui avaient débouché sur un cessez-le-feu portant sur l'ensemble du territoire respecté tant bien que mal. Les négociations actuelles ont pour finalité de consolider cette trêve militaire.

¹¹ Entretien avec CORM Georges (historien et économiste libanais) in *Des conflits politiques sous couvert des religions*, Le Monde des Religions, 22 juillet 2015.

¹² SCHMIT Margaux, *Daesh – Syrie – Irak – Kurdistan*, La revue géopolitique, diplomweb.com, janvier 2016, <http://www.diplomweb.com/Daech-Syrie-Irak-Kurdistan-irakien.html>

¹³ BOISSIERE Thierry, *L'anthropologie face au conflit syrien : Remplacer la société au cœur de l'analyse*, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, numéro 138, décembre 2015, pages 117 à 130.